

Déclat et des claques - Ode à l'ouverture d'esprit

La Vérité – 21/03/11

Le changement a été le leitmotiv d'Andry Rajoelina depuis son accession au pouvoir et c'est très bien. Cependant, au fil du temps, on s'aperçoit que les résistances au changement sont tenaces. Le conservatisme poussiéreux et la vision à court terme de certains leaders politiques et économiques nous viennent spontanément à l'esprit mais il y a deux autres points qui démontrent que le renouveau, où tout sera beau en fluo, n'est pas pour demain.

En premier lieu, il y a la question ethnique. Le pacte tacite qui a toujours voulu que le Chef de l'Etat n'appartienne pas à la même ethnique que son Premier Ministre a été inscrit dans la feuille de route du 8 mars 2011. Certains y voient une avancée politique majeure en ce sens que le rééquilibrage géographique et ethnique du pouvoir se trouve formalisé. Le partage du pouvoir exécutif entre deux ethnies est désormais gravé dans la pierre. Pourtant, nombreux sont ceux qui estiment que l'on se trouve en face d'un recul moral et intellectuel puisque ce critère ethnique porté dans la feuille de route va créer un précédent et donc consacrer la discrimination ethnique. Il faut bien comprendre que, demain plus qu'hier, l'origine ethnique sera l'élément qui déterminera si une personne convient ou non à un poste. Il est dommage de constater que la naissance continuera à importer davantage que les compétences et l'expérience. Rien n'aura donc changé en un siècle. L'éducation a partiellement échoué sur ce point. Sans trop extrapoler, on peut imaginer que la discrimination tribale au niveau du pouvoir politique va freiner les mariages entre individus d'ethnies différentes. A titre d'exemple, un jeune politicien né d'un père Betsimisaraka et d'une mère Merina, ou l'inverse, pourra difficilement briguer la mairie de la Capitale ou celle du Grand Port puisqu'il est inclassable. Il ne pourra pas non plus être Premier Ministre si le Chef de l'Etat est originaire de Toamasina ou d'Antananarivo. De fil en aiguille, cet ethnocentrisme exacerbé va réduire la mobilité géographique des personnes, qui est pourtant fondamentale au développement d'une nation et accentuer un peu plus notre ghetto culturel.

En second lieu, il s'agit de la laïcité de l'Etat. Après les dérives messianiques du Contre-Evangile selon Marc Ravalomanana, la laïcité a été inscrite dans la nouvelle Constitution mais force est de constater qu'elle ne transparait pas dans les faits. Certains leaders politiques continuent à invoquer le nom de Dieu à tout bout de champ. Nombreux sont ceux qui diront que ce n'est pas grave car il faut rendre grâce à Dieu pour ses témoignages de bonté. Cependant, si l'on veut changer les choses, il serait temps d'en finir avec le blasphème. La Bible est riche de versets qui condamnent l'utilisation abusive du nom de Dieu. On peut citer, entre autres, Exode 20-7, Lévitique 18-21 et Deutéronome 5-11. Tout se passe comme si nos leaders politiques ne pouvaient pas s'empêcher d'apparaître comme des prêcheurs pour marquer leur différence avec les pêcheurs. Cependant, nul n'est dupe de leurs intentions cachées. Incapables de se passer du mensonge, ils n'ont aucun scrupule à utiliser la Bible pour transformer les fidèles croyants en électeurs zélés et en contribuables dociles. Pour mieux séduire leur électorat, ils font croire que Dieu est leur priorité. Ils promettent des trésors immatériels tandis qu'eux-mêmes se gavent. Certains politiques se sentent presque obligés de jouer la carte de la religion car celle-ci, étymologiquement, lie les hommes. En justifiant leur discours par des passages bibliques, ces faux dévots pensent toucher la vérité première, obtenir le cœur des hommes et avoir le dernier mot. Ils se sentent parfois investis d'une mission divine mais non plus d'un mandat républicain. Il s'agit là d'un jeu dangereux qui fait le lit d'une future théocratie, laquelle n'est pas souhaitable. Ceux qui évoquent inutilement le nom de Dieu se mordront un jour les doigts d'avoir favorisé la montée en puissance d'intégristes sectaires, tels que le Pasteur Mailhol et le Révérend Rabaroelina et d'avoir plongé le pays dans un nouvel obscurantisme. Le fait de marteler le nom de Dieu provoque peut être la sympathie immédiate des citoyens mais cela ne les éclaire pas sur le long terme. Il montre l'appauvrissement du discours politique qui a besoin du vocabulaire religieux pour exister. On peut même aller plus loin en affirmant que les incantations à mauvais escient du nom de Dieu finissent paradoxalement par attirer le Diable. En effet, la confusion, comme sous le régime de Marc Ravalomanana, de l'Etat et l'Eglise, a causé beaucoup de tort à ces deux derniers et à la nation toute entière. Si la sémantique politique malgache a besoin du secours de Dieu, c'est en raison de la faible densité des propos de la plupart de nos politiques. Quand le contexte socio-économique est difficile, Dieu devient la solution de facilité. Etant donné que les choix divins n'appellent aucun doute et aucune contestation, les hommes politiques se déchargent de leur responsabilité en prenant astucieusement Dieu à témoin. Pourtant, ce n'est pas en s'appropriant quelques versets bibliques qu'un décideur politique réalise des actions saintes et des programmes d'intérêt général. Les discours politiques, saupoudrés de messages spirituels, entrecoupés de chants évangéliques et

embellis par des paraboles du Nouveau Testament, vont finir par lasser s'ils sont destinés uniquement à fabriquer de l'espoir et à éluder les décisions pragmatiques.

Bref, face à la progression de l'ethnocentrisme et au recul de la laïcité, trois mots suffiront pour conclure que la révolution des mentalités n'est pas pour demain : « mbola ho ela » (traduction libre : il reste encore beaucoup de chemin à parcourir).

Source : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=11217&Itemid=55